

Via [Sud éducation 93](#)

Dans la fonction publique beaucoup de décisions, dont certaines des plus nuisibles aux personnels et eux usagers, sont prises « dans l'intérêt du service ». Il nous paraît nécessaire d'interroger cet « intérêt », et ce qu'il cache.

Les fonctionnaires et les contractuel·les de la fonction publique ont une particularité importante qui les distingue des salarié·es du privé : ils et elles sont au service de la population, sous l'autorité de l'État.

L'État doit donc garantir que la fonction publique assure les services publics utiles et nécessaires à la population tels qu'ils sont définis par la loi. Parmi ces services on trouve : « soigner », « protéger », « rendre la justice »... ou encore « éduquer la jeunesse ».

L'état, des ministères jusqu'au plus petit service de n'importe quelle administration, doit donc organiser notre travail pour qu'il atteigne ce but.

« les services ne peuvent être rendus correctement, faute d'argent »

Le problème est qu'aujourd'hui les services à la population ne peuvent être rendus correctement, faute d'argent. Manque de personnels, sous-investissement chronique et matériel défaillant, salaires gelés et recrutements insuffisants... tout cela désorganise les services, dégrade nos conditions de travail, et au final nuit à une population qui paye pourtant ses impôts et ses taxes.

Pour tenter de cacher cette situation et faire tourner les services publics tant bien que mal, mais surtout sans faire de vague, l'état redouble d'efforts dans notre secteur. Il impose des heures supplémentaires à tour de bras aux enseignant·es¹, créer des primes « au mérite »² (disons plutôt « à la tête »), fait des lois imposant le silence aux fonctionnaires³, fait entrave au droit syndical⁴, et n'hésite pas à déplacer de force des personnels qui contestent tout ça un peu trop fort⁵.

« pour cacher cette situation, l'état redouble d'efforts »

Pour y arriver, l'état a un outil réglementaire nommé « l'intérêt du service ».

C'est « dans l'intérêt du service » que des syndicalistes enseignant·es dont la grande valeur professionnelle est pourtant reconnue ont été déplacés de force, afin de les faire taire⁵.

C'est « dans l'intérêt du service » que des enseignant·es en poste dans leur collège sont forcés d'aller faire une partie de leurs heures dans un autre établissement, afin que leur collègues restant en place prennent leur classes en heure supplémentaires, et que le rectorat fasse des économies d'échelle⁶.

C'est « dans l'intérêt du service » que la DSDEN du 93 interdit illégalement à des enseignant·e de s'absenter pour participer à des réunions ou des formations syndicales, et n'a ainsi pas besoin de recruter des remplaçants⁴.

C'est en tout cas comme cela que la DSDEN, le rectorat, et le ministère justifient leur pratiques.

« au service de qui ? ... pas au service des usagers. »

Il nous paraît finalement utile de poser une question : au service de qui ? Ce qui est certains c'est que ce n'est pas au service des usagers.

Nous vous laissons le soin de répondre seul·es à cette question, mais nous tenons tout de même à rappeler que pendant que les services publics sont pressurés et maltraités pour « réduire les

dépenses publiques », d'autres accumulent des fortunes grâce à de l'argent publique et des exonérations d'impôt^{7,8,9,10}. On dit ça comme ça... il paraît que la vie est une question de choix.

A bientôt dans la rue.

1.

<https://www.sudeducation.org/blanquer-veut-imposer-des-heures-supplementaires-a-tou%E2%8B%85tes-les-enseignant%E2%8B%85es-du-2d-degre-y-compris-les-temps-partiels/>

2. <https://suededuc13.ouvaton.org/spip.php?article1076>

3.

<http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2019/01/30012019Article636844292300861639.aspx>

4.

<https://sudeducation93.org/Communique-Refus-illegaux-de-conges-de-formation-pas-touche-a-notre-droit-a-la.html>

5.

<https://sudeducation93.org/Notre-syndicalisme-derange-en-plus-haut-lieu-mais-nous-ne-nous-laisserons-pas.html>

6.

<https://sudeducation93.org/Des-baisses-des-moyens-en-education-prioritaire-le-college-Diderot-d.html>

7.

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/covid-19-on-vous-resume-la-polemique-autour-de-mckinsey-le-cabinet-qui-conseille-le-gouvernement-sur-la-strategie-vaccinale_4291131.html

8.

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/09/pme-ou-entreprises-du-cac-40-qui-beneficie-des-20-milliards-du-cice_5406893_4355770.html

9.

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/opinions/les-effets-de-la-suppression-de-lisf-sont-sans-surprise-20211025_P6ZRU4CBNZHFHLX7HOB3GYB7ZA/

10.

<https://www.france24.com/fr/france/20220310-emmanuel-macron-le-bilan-2-4-en-%C3%A9conomie-u-n-ruissellement-au-goutte-%C3%A0-goutte>